



HAL
open science

Contribution à une géographie des gilets jaunes. Des centres urbains de la colère aux ronds-points de la contestation

Alexandre Grondeau, Sébastien Bridier

► To cite this version:

Alexandre Grondeau, Sébastien Bridier. Contribution à une géographie des gilets jaunes. Des centres urbains de la colère aux ronds-points de la contestation. *Géographie et cultures*, 2020, 114, pp.37-76. 10.4000/gc.14866 . hal-03973970

HAL Id: hal-03973970

<https://amu.hal.science/hal-03973970v1>

Submitted on 5 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CONTRIBUTION À UNE GÉOGRAPHIE DES GILETS JAUNES

DES CENTRES URBAINS DE LA COLÈRE AUX RONDS-POINTS DE LA CONTESTATION

*Contribution to a Yellow Vests' geography:
from urban centers of anger to roundabouts of protest*

Alexandre GONDREAU

*Laboratoire TELEMMe
Observatoire du développement local PACA
UMR 7303
Aix-Marseille Université
alexandre.grondeau@univ-amu.fr*

Sébastien BRIDIER

*Laboratoire Espace UMR 7300
Aix-Marseille Université
Sebastien.bridier@univ-amu.fr*

Résumé : Cet article est une introduction à une géographie du mouvement social des Gilets jaunes dont les actions ont débuté le 17 novembre 2018 et qui se poursuit toujours le 15 septembre 2019. Grâce à une approche multiscalaire, il cherchera à identifier un certain nombre de mécanismes inhérents à ce mouvement, en particulier les deux types de mobilisation emblématiques que sont l'occupation des ronds-points et les manifestations qui se sont déroulées à Paris. Dans un premier temps, nous évaluerons la répartition et la diffusion des manifestations Gilets jaunes en France afin de mesurer l'organisation et certaines caractéristiques d'un mouvement dont la couverture médiatique hebdomadaire a été centrée sur les manifestations parisiennes et leurs débordements. À travers l'exemple de Paris, nous chercherons à identifier les caractéristiques des débordements et des heurts qui ont été abondamment relayés par les chaînes d'informations télévisées. Nous nous intéresserons ensuite au caractère plus pérenne et pacifique de la mobilisation des Gilets jaunes à travers l'occupation des ronds-points, grâce à l'étude d'un rond-point occupé emblématique du mouvement. Nous y étudierons les modalités d'aménagement et de fonctionnement de ces outils de circulation routière transformés en lieux de résistance et de lutte sociale.

Mots-clés : Gilet jaune, rond-point, mouvement social, manifestation, Paris, lutte sociale, Manosque, TAZ

Abstract: *This article is an introduction to a geography of the social movement of yellow vests whose actions began on November 17, 2018 and which is still continuing on September 15, 2019. With a multi-scalar approach, he will seek to identify a certain number of mechanisms inherent in this movement, in particular the two emblematic types of mobilization that are the occupation of roundabouts and the demonstrations that took place in Paris. First, we will assess the distribution and dissemination of the yellow vests events in France in order to measure the*

organization and certain characteristics of a movement whose weekly media coverage has focused on Parisian events and their spillovers. Through the example of Paris, we will seek to identify the characteristics of the overflows and clashes that have been widely reported by television news channels. We will then focus on the more lasting and peaceful nature of the mobilization of yellow vests through the occupation of roundabouts, thanks to the study of an occupied roundabout emblematic of the movement. We will study there the modalities of development and operation of these road traffic tools transformed into places of resistance and social struggle.

Keywords: *Yellow Vest, roundabout, social movement, demonstration, Paris, social struggle, Manosque, TAZ*

INTRODUCTION

Le mouvement dit des « Gilets jaunes », qui a émergé en France au mois d'octobre 2018 et s'est incarné à partir du 17 novembre 2018 (« acte 1 ») par des manifestations et des blocages, continue à se manifester de manière régulière partout en France. Porté à l'origine par des revendications ayant trait à la lutte contre l'augmentation du prix de l'essence et à la baisse du pouvoir d'achat, le mouvement a au fil des semaines, étendu le spectre de ses revendications pour aboutir à une liste de plusieurs dizaines de propositions appelant notamment à l'augmentation du SMIC, celle des retraites, la mise en place du référendum d'initiative populaire (RIC), un logement pour tous, et à de profondes transformations de la société française en matière de santé, de transport, d'éducation et de finances publiques¹.

Bénéficiant selon les sondages d'un soutien fort et pérenne de la population française sensible notamment aux deux premières et principales revendications du mouvement concernant la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation du prix de l'essence, le mouvement a rassemblé dès son origine plusieurs centaines de milliers de personnes, de conditions, de niveaux de vie, de professions et d'origines différentes (Bourmeau, 2019 ; Confavreux, 2019 ; Floris et Gwiazdzinski, 2019 ; voir également les résultats de l'enquête publiée par *Le Monde* le 11 décembre 2018²). Appréhendée sur le vif, par quelques chercheurs en sciences sociales conscients du caractère provisoire de leurs analyses (Jateau, 2019), la diversité des manifestants et des sympathisants de la cause Gilet jaune a amené, du côté de nombreux

¹ <https://blogs.mediapart.fr/jeremiechayet/blog/021218/liste-des-42-revendications-des-gilets-jaunes>

² https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/11/gilets-jaunes-une-enquete-pionniere-sur-la-revolte-des-revenus-modestes_5395562_3232.html?xtmc=gilets_jaunes&xtcr=38

experts et de journalistes, à une multitude d'analyses souvent biaisées ou trop simplistes (Delpirou, 2018).

Si le caractère protéiforme du mouvement et de ses adhérents n'est donc plus à prouver, les multiples expressions spatiales de la lutte s'inscrivent clairement dans une évolution des luttes sociales observées depuis une vingtaine d'années (Sommier, 2003 ; Beauguitte et Severo, 2020 ; Jeanpierre, 2019 ; Pailloux et Ripoll, 2019). En se basant sur les réseaux sociaux pour organiser une partie de ses actions, le mouvement des Gilets jaunes a ainsi, dès son origine, participé à proposer différentes formes de contestations, dont certaines nouvelles, comme l'occupation pérenne de ronds-points, tout en recourant à d'autres pratiques de mobilisation plus classiques (blocage de sites industriels, filtrage des pages, recours à des dégradations ciblées...).

Nous souhaitons dans cet article proposer une lecture géographique exploratoire et expérimentale du mouvement des Gilets jaunes. Pour ce faire, après une contextualisation spatiale du mouvement à l'échelle de la France, nous avons souhaité nous intéresser aux deux types d'événements et de lieux les plus emblématiques, et médiatiques, du mouvement : les manifestations de centre-ville, en particulier celles qui ont eu lieu à Paris, et les ronds-points occupés, que nous aborderons à travers l'exemple de la région PACA et du 17 bis de Manosque. Nous posons l'hypothèse que la très grande majorité des espaces de contestations ont été organisés selon des logiques d'occupations pacifistes de ronds-points, fondées sur la sociabilité et l'émergence de solidarités entre les participants du mouvement, et renouvelant d'une certaine manière les lieux typiques des mobilisations sociales. Ces espaces étaient localisés pour la plupart en dehors des hypercentres urbains, lieux classiques de la contestation politique (Tartakowsky, 1998), qui se sont révélés être les lieux des principaux défilés et manifestations ayant dégénéré en violences et en confrontations avec les forces de l'ordre. Notre étude consistera donc à envisager le mouvement des Gilets jaunes à travers la comparaison de ces deux types d'espaces emblématiques, et d'une certaine manière, opposés, en tout cas dans la manière dont les participants au mouvement se les sont appropriés.

Pour mener notre réflexion, nous fonderons notre analyse dans un premier temps sur la constitution de différentes bases de données concernant les manifestations et les occupations de ronds-points ayant eu lieu depuis l'acte 1 (17 novembre 2018) en France et en PACA, leur traitement statistique et cartographique, et la confrontation des données officielles du ministère de l'Intérieur (compte twitter *@Place_Beauvau*) à celles des Gilets jaunes (compte Facebook *#LeNombreJaune*) et du journaliste David Dufresne pour le décompte des « violences policières » (compte twitter *@davduf* avec le tag *allo @Place_Beauvau – c'est pour un signalement*). Nous avons ensuite procédé à deux études qualitatives concernant les

manifestations à Paris et l'occupation du rond-point surnommé « le 17 bis » en PACA.

INTRODUCTION À UNE GÉOGRAPHIE DES MANIFESTATIONS GILETS JAUNES, EN FRANCE ET À PARIS

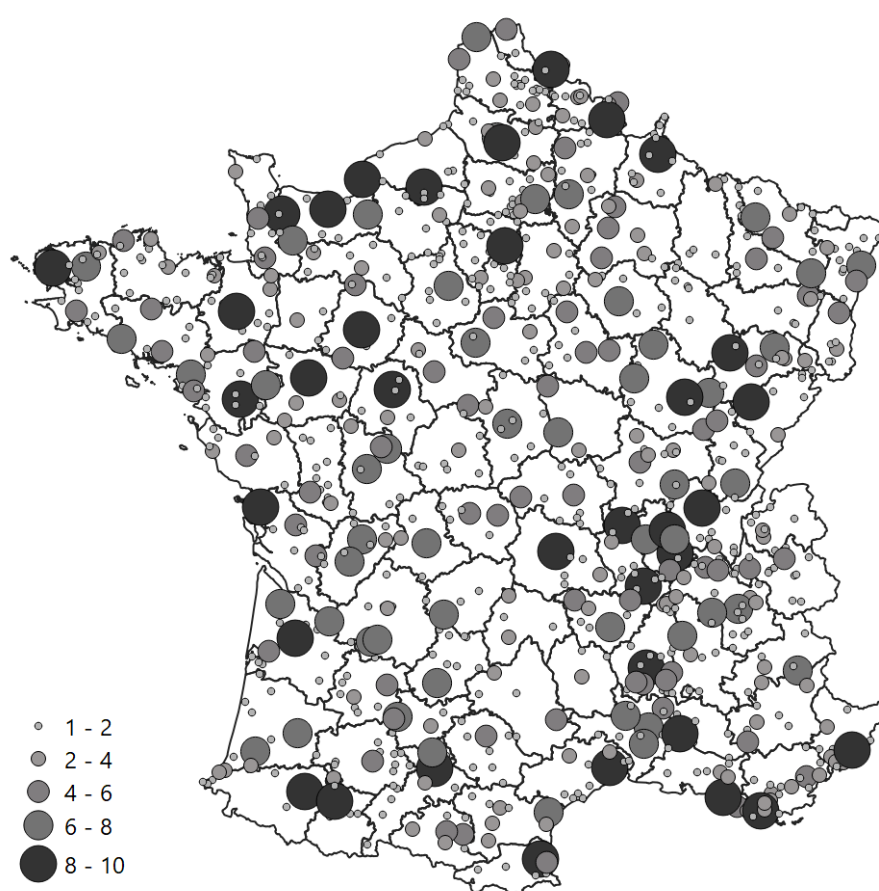
Avant même le lancement de sa première journée d'action, le mouvement des Gilets jaunes avait déjà connu un succès retentissant avec le caractère viral de la pétition contre la hausse du carburant lancée sur le site *change.org* par Priscillia Ludosky en mai 2018. Le nombre de signataires dépassa le million, deux semaines après l'acte 1 de la mobilisation, le 17 novembre 2018. Ce jour-là, les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur recensent 282 000 Gilets jaunes manifestant dans toute la France (étant entendu que tous les participants ne se considèrent pas comme tels). Le fort engouement populaire est relevé par l'ensemble des médias nationaux, mais rapidement de nombreux participants et observateurs contestent via les réseaux sociaux les chiffres officiels, qui selon eux minimisent très largement la réalité : à l'instar des différences d'évaluations police/syndicat que l'on observe dans toutes les manifestations, le décompte des manifestants est un enjeu de pouvoir important (Ripoll, 2008).

Certains participants élaborent alors un outil de décompte parallèle des rassemblements dont les chiffres se retrouvent sur la page Facebook *#LeNombreJaune* (*#LNI*). Le décompte est réalisé par commune et fournit le nombre de manifestants pour chaque acte (preuves à l'appui – vidéos ou photos). Il distingue également plusieurs types d'espaces et d'actions identifiés pour les premiers actes : manifestations (défilés en ville), blocages (usines...), actions aux péages (ouverture pour assurer la gratuité du passage), occupation de ronds-points (camps). La comparaison du recensement de ces données avec celles du ministère de l'Intérieur permet de remarquer une disparité manifeste entre les chiffres officiels de la police et le chiffre *#LNI* (du simple au double) remontant de tous les lieux où se déroulent des actions (de 200 à 300 lieux par acte).

À partir des chiffres collectés par *#LNI*, croisés avec la couche des communes françaises (INSEE) dans un système d'information géographique (SIG), nous avons pu cartographier les communes ayant été le lieu d'au moins une manifestation (carte 1). Compte tenu des traitements nécessaires pour exploiter ces données (extraction, nettoyage et mise en forme), les chiffres ont été traités pour environ un acte sur deux choisi aléatoirement (10 sur 22 actes couverts par *#LNI*) soit la liste suivante : actes 9, 10, 13, 16, 18, 20, 22, 25, 27 et 30.

D'un point de vue statistique, le nombre de communes recensées accueillant un événement (manifestations et ronds-points occupés cumulés) est resté assez stable des actes 9 à 20 (de 186 événements à 212) puis a amorcé une

augmentation sur les actes 22, 25 et 27 (221 événements, 298, 241), pour ensuite chuter (à 135) lors de l'acte 30 avant la pause estivale, motivée par cette baisse très nette des mobilisations due probablement à un essoufflement du mouvement sur plus de 30 semaines consécutives. À la reprise du mois de septembre, 117 964 personnes seront comptabilisées pour l'acte 45. L'essoufflement semble donc avoir été temporaire. Malgré cette baisse sensible observée après l'acte 25, le maintien du nombre de lieux de manifestations illustre selon nous une certaine pérennisation du mouvement au niveau local.



Carte 1 – Répartition spatiale des communes recensant des manifestations entre les actes 9 et 30 (10 actes traités) sur l'ensemble de la France

Source : #LeNombreJaune

La distribution spatiale des communes recensées avec au moins une manifestation (carte 1) montre que si elles se répartissent assez bien sur l'ensemble du territoire national, les manifestations se reproduisent souvent sur les

mêmes communes : les plus de 2 000 manifestations recensées sur les 10 actes traités ont eu lieu sur 880 communes. 60 communes ont été le lieu de 8 à 10 manifestations, tandis que 380 ne sont le lieu que d'une seule manifestation. Le nombre d'actes pour lesquels chaque commune a été recensée est présenté par des cercles proportionnels renforcés par un dégradé de gris.

On constate que tous les départements présentent des communes avec des manifestations, que 21 villes (dont les plus importantes Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Montpellier) sont systématiquement recensées, mais des analyses préliminaires du profil statistique (population, activité, revenus, services, chômage...) des communes n'ont pas fait ressortir de profils particuliers.

L'importance de cette mobilisation, la pérennisation du mouvement, mais également la récurrence de violences et de dégradations observées (sur lesquelles nous revenons un peu plus loin dans cette première partie) lors des manifestations du samedi, associées à la bienveillance de l'opinion publique, vont s'accompagner d'un encadrement très important du mouvement par les forces de l'ordre. Cet encadrement apparaît comme probablement inédit depuis les mobilisations de 2016 contre la loi travail El Khomri.

Les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur (@Place_Beauvau) concernant la mobilisation des forces de l'ordre lors des premiers actes atteignent 89 000 personnels sur l'ensemble du territoire, dont 8 000 sur Paris pour l'acte 4. Les chiffres baissent ensuite à 40 000 pour l'acte 11, puis les données ne sont plus disponibles. Il faut rapprocher ces chiffres du total des effectifs de professionnels du maintien de l'ordre (13 000 gendarmes mobiles et 14 000 CRS). D'autres forces, très majoritaires, ont donc été nécessairement engagées pour cette tâche d'encadrement des mouvements sociaux sans y être formées, à l'instar des BAC dont l'action sera décrite par de nombreux observateurs³.

Pour autant, ces effectifs extraordinaires ne permettent pas d'éviter les heurts et les violences. Au 17 mai 2019, les chiffres officiels annoncent 12 107 interpellations, 10 718 gardes à vue, 2 000 condamnations, dont 40 % de prison ferme. Ces chiffres sont à mettre en relation avec la récurrence et la violence des affrontements dans les manifestations urbaines des samedis ainsi que l'usage massif d'armes de maintien de l'ordre (lance-grenades LBD40 – 13 900 tirs sur l'ensemble des actes au 17 mai 2019, grenades de désencerclement GLI-F4 – 339 tirs pour le seul acte du 1^{er} décembre à Paris). Ces deux éléments expliquent en partie le nombre de victimes, encore jamais atteint lors d'un mouvement social, depuis les manifestations du 17

³ Ici dans le journal *Libération* : https://www.liberation.fr/france/2019/11/22/gilets-jaunes-la-bac-gardienne-de-la-plaie_1765073

octobre 1961 en soutien à l'indépendance de l'Algérie, à l'issue desquelles plusieurs dizaines de personnes au moins sont décédées.

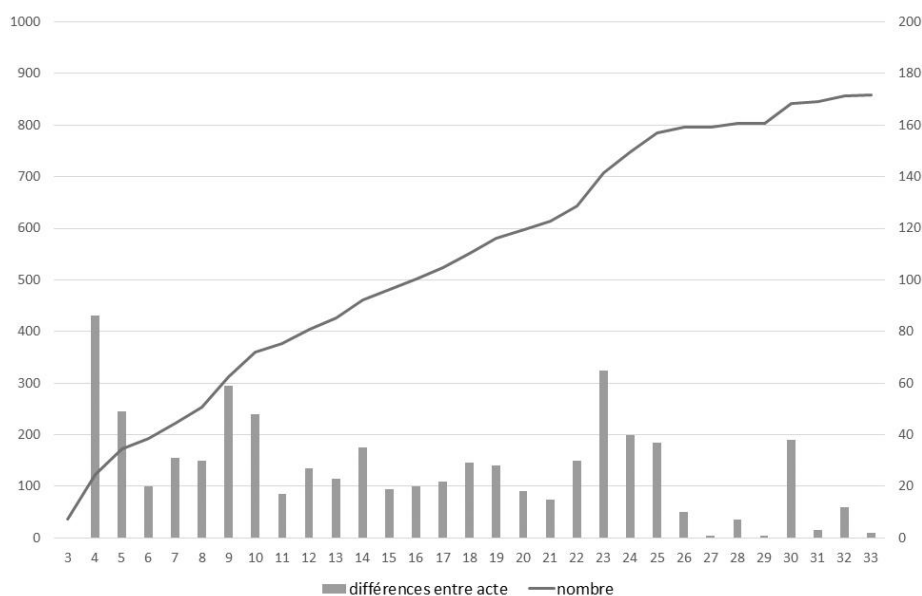


Figure 1 – Évolution du nombre de victimes de violences policières lors des actes 3 à 33

Source : @davduf (Twitter)

La figure 1 a été construite à partir du fil Twitter du journaliste David Dufresne (@davduf) qui propose, par un décompte indépendant des violences policières constatées après les deux premiers actes, de remonter les faits avec des sources (vidéos, photographies, certificats médicaux). Il les recense via le hashtag *allo @Place_Beauvau – c'est pour un signalement* ce qui permet de suivre facilement le décompte au fil des semaines. La comparaison avec les chiffres officiels est assez correcte puisque l'écart correspond à 154 signalements.

Pour estimer l'intensité des violences recensées à chaque acte, nous avons soustrait le dénombrement total d'une semaine sur l'autre pour chaque acte (de 3 à 33). Ces chiffres constituent une estimation basse de nombre de victimes identifiées.

À l'issue de l'acte 33, 860 victimes ont été dénombrées par le fil Twitter @davduf, dont 2 décès, 315 blessures à la tête, 24 éborgnés et 5 mains arrachées. En tout, 11 décès sont à déplorer si l'on inclut les accidents survenus lors de forçages de barrages routiers.

Le ministère de l'Intérieur dénombre de son côté 2 448 blessés (dont 474 gendarmes, 1 268 policiers, soit 706 blessés civils – ce qui sous-estime de

156 cas les chiffres de @davduf). Outre les chiffres des procédures judiciaires, il faut aussi remarquer les 25 919 grenades utilisées à cette date (19 071 LBD, 1 428 grenades lacrymogènes, et 5 420 GLIF4).

Le nombre important de victimes recensées s'explique de différentes manières, en fonction des points de vue des différentes parties : multiplication des débordements constatés lors des principales manifestations des Gilets jaunes, changement de doctrine de maintien de l'ordre, inexpérience des services de BAC mobilisés, fatigue des forces de l'ordre, colères des manifestants face à ce qu'ils estiment être des provocations policières ou actions des forces de l'ordre...

Dans ce contexte de nombreux heurts, l'hypercentre de Paris a été le plus impacté. Les images de l'attaque de l'Arc de Triomphe (acte 4 du 1^{er} décembre 2018), de l'intrusion de Gilets jaunes au ministère du porte-parole du gouvernement à l'aide d'un chariot élévateur (acte 8, du 5 janvier 2019), ou du saccage du Fouquet's (acte 18 du 16 mars 2019), ont illustré l'ampleur des violences observées et des dégâts occasionnés.

Paris, qui concentrait les effectifs de police les plus nombreux, a subi également les plus importantes dégradations du mouvement. Selon la mairie de Paris, début avril 2019, 652 commerces avaient été dégradés et/ou pillés. Si 15 % de ces commerces correspondent à des banques et des assurances, 24 % sont des commerces de proximité (boulangerie, épicerie, pharmacie...), 21 % appartiennent au secteur de l'habillement, 20 % à la restauration, et 6 % sont des services de type agence de voyages ou immobilière.

Les chaînes d'information se sont largement fait le relais de tels événements. Une observation des deux chaînes d'information les plus regardées, BFM TV et Cnews (entre 10 heures et 19 heures, chaque samedi entre le 17 novembre et le 6 avril), montrait une surreprésentation nette des événements ayant lieu sur la capitale par rapport au reste de la France (largement plus des trois quarts des images et des commentaires portaient sur les événements se déroulant à Paris). Les différents chiffres sur les violences et les débordements que nous allons présenter à présent pourraient justifier une telle répartition dans le traitement de l'information, et illustrer une réalité objective du mouvement des Gilets jaunes, si le nombre de Gilets jaunes recensés à Paris ne représentait pas en moyenne que 10 % des manifestants des samedis (en dehors de l'acte 18, ou un tiers des manifestants se trouvait à Paris). L'association France Urbaine (regroupant l'ensemble des métropoles, communautés urbaines, d'agglomération et des grandes villes de France) évaluait, en février 2019, à 18 millions d'euros le coût des dégradations matérielles à Paris sur un total de 30 millions pour le reste de la France (à titre de comparaison, à la même période, les violences et dégradations s'élevaient à 5 millions à Toulouse et 1,2 million à Bordeaux). Jamais depuis Mai 1968 (Gobille, 2018), la capitale n'avait connu pareilles dégradations.

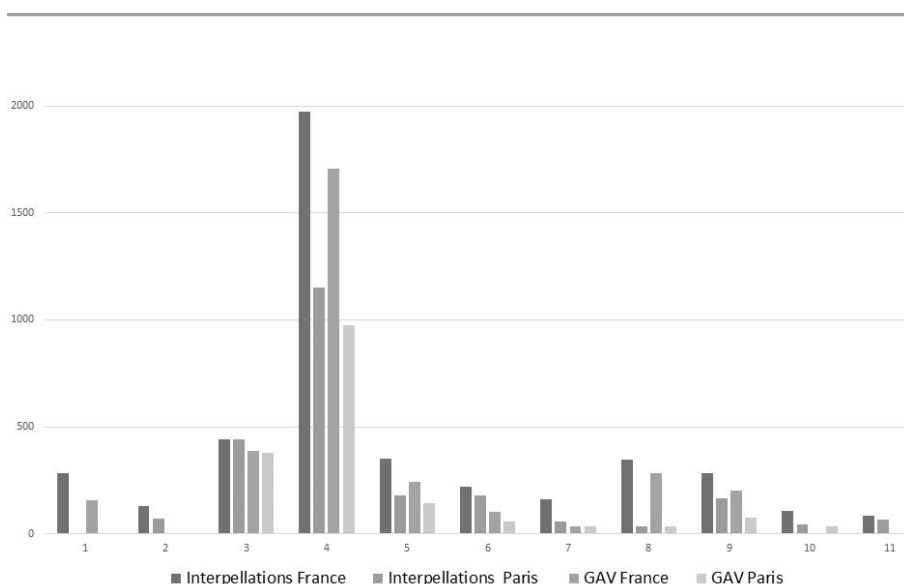


Figure 2 – Évolution des interpellations et GAV en France et à Paris pour les actes 1 à 11

Sources : D'après ministère de l'Intérieur et la presse nationale

Ces dégradations se sont accompagnées de nombreuses interpellations et gardes à vue (GAV) qui se sont concentrées pour largement plus de la moitié à Paris, actant les résultats d'une stratégie gouvernementale/préfectorale assumée. La capitale a ainsi mobilisé jusqu'à plus de 10 % des effectifs policiers affectés à l'encadrement du mouvement (acte 5, avec 8 000 policiers à Paris contre 69 000 dans tout le pays). Les forces de l'ordre mobilisées à Paris ont tenté de juguler les débordements d'une partie, minime certes, mais réelle, des Gilets jaunes et d'activistes politiques (pouvant se joindre aux manifestations pour les soutenir, les récupérer, voire les décrédibiliser en provoquant des débordements) en pratiquant parfois plus de 20 000 contrôles préventifs comme le 20 avril 2019, à Paris, pour l'acte 23 du mouvement (20 518 contrôles effectués selon le ministère de l'Intérieur). On note toutefois que dans la gestion des débordements, plusieurs « provocations » des policiers ont été questionnées par les médias⁴. Ils se sont ajoutés à la technique systématique, et discutable, de la « nasse » combinée à de nombreuses charges et au gazage intensif des manifestants (dont la plupart n'avait rien fait à part être là), ce qui a pu augmenter les réactions de colère. Il est alors raisonnable de questionner le rôle des forces de l'ordre dans les

⁴ Voir par exemple : https://www.liberation.fr/checknews/2019/11/17/acte-53-des-gilets-jaunes-des-policiers-se-sont-ils-fait-passer-pour-des-membres-du-black-bloc_1763871 ; https://www.liberation.fr/checknews/2018/12/03/des-policiers-ont-ils-infiltrer-les-gilets-jaunes-lors-des-manifestations_1695675

débordements survenus dans les manifestations Gilets jaune ayant eu lieu dans les hypercentres urbains.

Dans cette première partie nous avons cherché à proposer une introduction à une géographie des manifestations Gilets jaune en montrant notamment que si les manifestations avaient très largement concerné l'ensemble du territoire français, c'est la capitale qui avait concentré le plus de heurts et de dégâts matériels. Dans le même temps, il est apparu nettement que la mobilisation parisienne était très loin de représenter, en nombre de manifestants, ne serait-ce que le tiers de la mobilisation nationale alors qu'elle concentrait la très grande majorité des directs télévisés par BFM TV et CNews. En insistant si fortement sur les dégâts et les heurts parisiens, ces dernières chaînes d'information ont d'abord minoré clairement la très grande majorité des manifestations pacifistes ayant eu lieu pendant des semaines dans les centres des petites et moyennes villes du pays, mais également l'importance des réactions policières, ce qui a pu donner au public de ces chaînes une image erronée du mouvement des Gilets jaunes. Elles ont ensuite sous-estimé, semble-t-il, la complexité d'une mobilisation sociale qui se déroulait au quotidien et s'incarnait dans l'occupation de ronds-points partout en France.

INTRODUCTION À UNE GÉOGRAPHIE DES RONDS-POINTS OCCUPÉS EN RÉGION PACA : L'EXEMPLE DU 17 BIS DE MANOSQUE

En effet, un autre type de territoire est caractéristique du mouvement des Gilets jaunes : le rond-point occupé. Si les manifestations hebdomadaires du samedi ont eu une importante résonance médiatique, c'est l'occupation quotidienne des ronds-points qui a illustré la pérennisation du mouvement social et exprime la détermination des Gilets jaunes à travers l'émergence et la production de réflexions nées de débats locaux opérés sur les ronds-points notamment et le relais local des mots d'ordre apparus via les multiples groupes Facebook Gilets jaunes.

La figure 3 a été élaborée à partir de deux sources. Pour l'acte 1 sur le site www.gilets-jaunes.com/carte-des-blocages, une carte a été mise en place pour un recensement participatif (déclaration spontanée pour chaque événement) des actions dès le 16 novembre 2018, en distinguant clairement les rassemblements et les ronds-points occupés, soit 788 rassemblements et 182 occupations. À partir de ce dénombrement, nous avons calculé le ratio entre la part d'action de type rond-point et l'ensemble des actions. On remarque que la part des ronds-points augmente progressivement, alors que le nombre total d'actions reste assez stable.

L'utilisation des ronds-points est ainsi devenue l'un des emblèmes de la mobilisation du 17 novembre et des dizaines d'actes qui ont suivi. Traditionnellement considérés comme des lieux de fluidification de la circulation automobile, parfaits symboles de la ville franchisée (Mangin, 2004), proches

de la notion de non-lieux (Augé, 1992) ou déclinaisons périurbaines du caractère générique de certaines parties de ville (Koolhaas *et al.*, 2000), les ronds-points occupés sont devenus des lieux de ralentissement de la circulation et d'information des automobilistes à l'initiative de participants du mouvement du 17 novembre déterminés à diffuser leurs points de vue concernant l'augmentation du prix du carburant et le niveau de leur pouvoir d'achat. Le rond-point constitue ainsi, dès le début du mouvement, un point nodal de la contestation sociale, car il se présente, par définition, comme un lieu de passage très fréquenté dans le réseau routier, une interconnexion visible de tous les automobilistes et donc un endroit privilégié pour toucher les gens concernés par l'inflation du litre de gazole et d'essence.

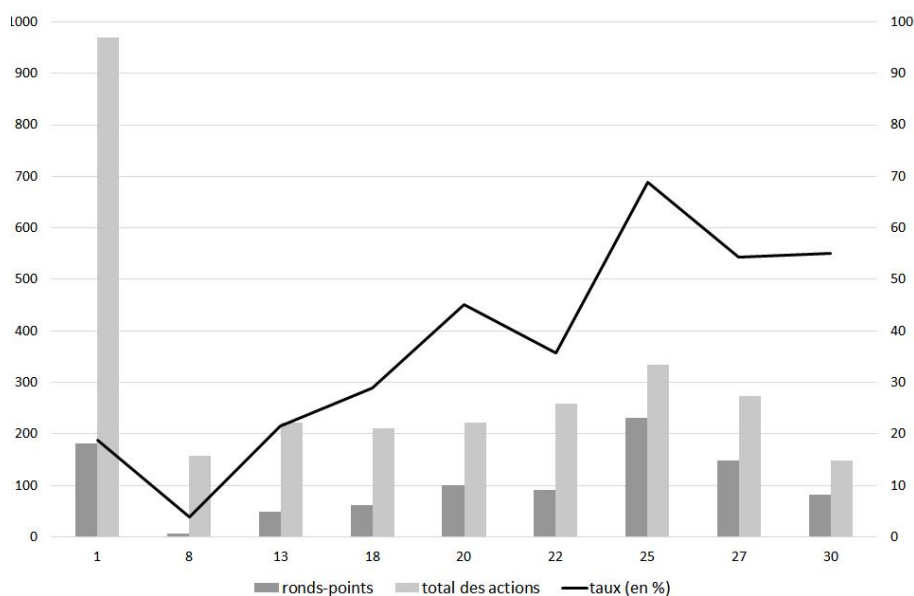


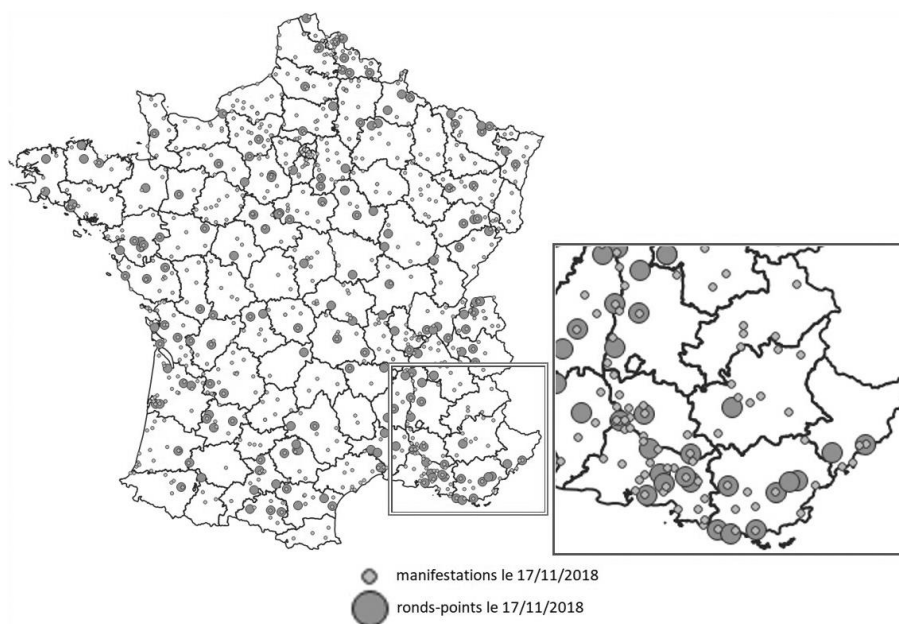
Figure 3 – Évolution de la part des ronds-points dans le total des actions entre les actes 1 et 30

Sources : #LeNombreJaune (Facebook) et www.gilets-jaunes.com

Mais plus qu'un lieu classique où l'on plante le piquet de grève, très vite, les ronds-points occupés deviennent des lieux de sociabilité, d'échanges, de débats et de solidarité (Jeanpierre, 2019 ; Floris et Gwiazdzinski, 2019). Les Gilets jaunes s'y retrouvent pour montrer la force du mouvement, diffuser les mots d'ordre et discuter les revendications issues chaque semaine des longues discussions tenues sur les réseaux sociaux (Sebbah *et al.*, 2018).

D'une certaine manière, le rond-point approprié change de statut : d'outil de circulation routière ordinaire, il devient une déclinaison originale des notions de tiers lieux (Oldenburg, 1989) où la débrouillardise et la volonté des personnes mobilisées aboutissent à la construction de véritables campements

et lieux de vie alternatifs éphémères. Des aménagements de fortune, l'installation de sièges, de fauteuils, de tables, de palettes, de canapés, la construction de bâtiments informels à partir de tôles et de bouts de bois, sont observés sur un grand nombre des ronds-points occupés, les transformant d'un certain point de vue en zone autonome temporaire (Bey, 1994) d'un nouveau type.



Carte 2 – **Distribution spatiale des manifestations (rassemblements) et des ronds-points (installations) le 17 novembre 2018, en France et en PACA**

Source : www.gilets-jaunes.com

Sous l'impulsion du mouvement, l'image du rond-point mute. La transformation en lieu de mobilisation, de cette dépendance routière caractéristique des politiques françaises d'aménagement du territoire (Tongues *et al.*, 2006), apparaît comme une transformation importante du rôle classique du rond-point et une illustration de l'enracinement et de la pérennisation du mouvement. En PACA, l'occupation des ronds-points a été particulièrement intense, et ce dès le 17 novembre. Un certain nombre de campements ont été établis dès le premier jour d'action, et ils sont devenus des lieux emblématiques de la mobilisation.

La distribution spatiale des premières actions montre logiquement une présence plus importante dans les parties les plus peuplées de la Région (le littoral, les Bouches-du-Rhône et la vallée de la Durance) et le long des grands axes routiers. La plupart de ces localisations illustrent les mobilisations opérées dès le 17 novembre et qui perdurent entre les actes 9 et 30. On constate également qu'il y a plus de communes concernées sur le littoral

que dans l'arrière-pays et les départements montagneux. Dans ces dernières zones, les communes principales des départements 04 et 05 ou situées le long de la vallée de la Durance sont les seules identifiées (Manosque, Digne-les-Bains, Sisteron, Gap, Embrun et Briançon).

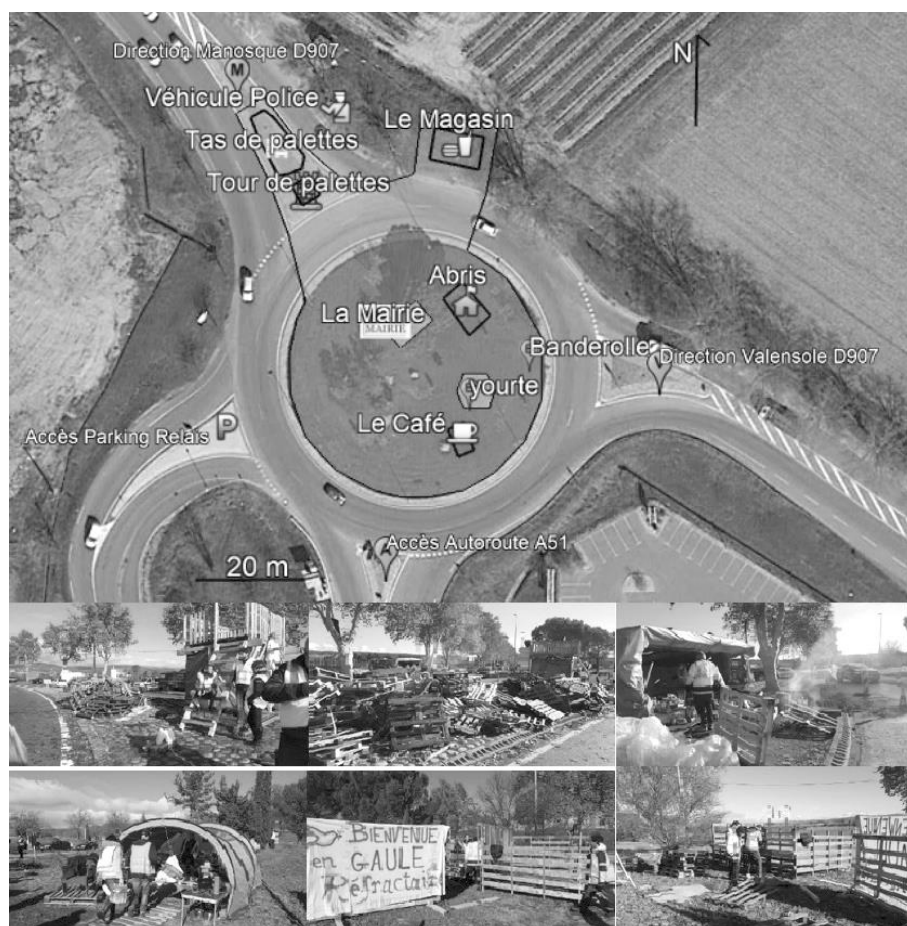


Figure 4 – Plan et photos du « village » de Manosque

Sources du plan : Observations, fond Google Earth ; montage photo d'après *Haute-Provence info* / Guillaume Messien, 24 novembre 2018

Après le recensement de l'ensemble des occupations de ronds-points, l'étude de la presse entre le 15 novembre 2018 et le 29 juin 2019, et le passage en revue des différents comptes Facebook leur étant dédiés, il nous est apparu qu'une tentative d'analyse globale du phénomène de l'occupation des ronds-points serait peu significative tant les situations, les discours, les origines, et parfois les objectifs des animateurs des ronds-points étaient différents. Devant cette complexité de l'appréhension de l'occupation des ronds-points,

nous avons pris le parti de nous concentrer sur un cas particulier pour montrer l'évolution du mouvement à travers l'occupation d'un rond-point : le « 17 bis » à Manosque, également appelé par ses occupants, puis par la presse, le « village »⁵.

Ce rond-point a été choisi, car en plus d'être une des occupations les plus dynamiques de la région (dès les premiers jours de son occupation, et jusqu'à la première destruction du camp par les forces de l'ordre, plusieurs centaines de personnes sont mobilisées et se relaient au quotidien), la circonscription de Manosque s'avère être celle du député devenu ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Elle a bénéficié d'un regard particulier de la part de la presse nationale et locale. À cela se sont ajoutées l'installation d'un véritable camp, la construction de plusieurs bâtiments de fortune (dont une tour), à partir de palettes de bois, et une activité sociale (réunions, filtrage, reconstruction du camp après chaque destruction...) très importante pendant la première année du mouvement. Pour l'étudier, nous nous sommes basés sur l'observation régulière de l'occupation⁶, et les éléments d'analyses présentés dans la note 5.

À Manosque, les Gilets jaunes se relaient depuis le 17 novembre sur le rond-point à proximité de l'entrée d'autoroute de l'A51. Ils sont plusieurs centaines les premières semaines (jusqu'à près de 1 300, le 24 novembre⁷) et sont plutôt de conditions et d'âges divers avec une surreprésentation des retraités avec de petites pensions, des chômeurs et de travailleurs indépendants (artisans, auto-entrepreneurs...) qui se sont retrouvés dans un premier temps autour des deux revendications principales du mouvement : la baisse du prix de l'essence et l'augmentation du pouvoir d'achat. Solidaires (dans le sens où ils ont développé des mécanismes d'entraides en ce qui concerne la restauration et le logement de chacun pendant l'occupation du rond-point) et très organisés, les occupants ont aménagé à partir du 17 novembre un campement de plusieurs cabanes en bois, avec notamment un espace de

⁵ Dans un premier temps, nous avons recensé les articles de la PQR (*Nice-Matin*, *Var-Matin*, *La Provence*) parus les vendredis, samedis et dimanches de chaque semaine et traitant du mouvement régional Gilet jaune afin de réaliser une chronologie des faits et d'identifier des convergences ou les divergences dans les occupations des ronds-points. Après avoir choisi de nous focaliser sur ce rond-point, nous avons répertorié tous les articles (au niveau local et national) ayant traité de son occupation afin de retracer et de comprendre son histoire, d'identifier ses acteurs et de récolter des témoignages de la mobilisation dont il a été le lieu. Nous avons ensuite procédé à l'étude de leur compte Facebook depuis sa création (le 21 novembre) ainsi que celle du compte « Colère 04 ».

⁶ Notre observation, directe, mais non participative, a consisté à observer les mécanismes de filtrages, d'aménagement et d'organisation du camp entre 3 et 5 fois par semaine.

⁷ <http://www.hauteprovenceinfo.com/article-23191-manosque-un-village-de-gaulois-refractaires-mis-en-place-par-les-gilets-jaunes-au-rond-point-de-l-a51.html>

gestion du rond-point (appelé « mairie »), un lieu de discussion, un autre, le « magasin », où sont stockés les vivres, un coin restauration (le « café »), un endroit pour se reposer ou passer la nuit (une yourte transformée en dortoir) évoluant au fil des idées et des bonnes volontés locales (une équipe de sécurité a été nommée pour gérer le site du mieux possible). L'ensemble de ces actions constitue de notre point de vue une tentative d'appropriation de l'espace dans sa dimension de rapports au pouvoir (Ripoll et Veschambre, 2005), non pas en tant que finalité directe (les occupants du rond-point ont bien conscience que le rond-point retournera à sa fonction première de fluidification de la circulation), mais en tant que détournement provisoire. L'appropriation de l'espace s'entend ici comme moyen d'affirmation de l'existence des revendications des Gilets jaunes, comme un moyen de peser dans le rapport de force qui les oppose au gouvernement, mais également comme la possibilité de disposer d'un lieu ressource où s'organisent réunions et débats (Ripoll, 2005).

La plupart des occupants interrogés dans la presse envisagent ainsi la réappropriation du rond-point comme un acte social fort et une affirmation du caractère résistant du mouvement. Ils se revendiquent « Gaulois irréductibles » (en réaction à l'expression « Gaulois réfractaires » employée par le président de la République) et affirment l'identité de leur campement en l'appelant le « village ». Un panneau décrit le positionnement géographique du campement 17 bis : « *Ici, en plaine de Manosque, se croisent les routes... Et là, sur la butte au sein nu, est né un village gaulois. D'un côté les montagnes culminent, de l'autre la mer se dandine. En bas la Durance promène docilement son cours. Tout ici le crie : le peuple a repris ses droits pour un demain qui chante haut et fort, pour une route libre du Sud au Nord ! Les Gilets jaunes ne seront jamais marrons.* » L'occupation des ronds-points s'affirme ainsi comme la « production » d'un lieu symbolique, par les Gilets jaunes, qui va les caractériser – par opposition à « l'intégration » d'un lieu déjà symbolique pour identifier le groupe décrit par Ripoll (2005) comme l'autre mode d'appropriation symbolique/ identitaire par des actions contestataires – raison pour laquelle les Gilets jaunes semblent apporter un soin tout particulier aux liens et aux relations qui s'y opèrent.

L'entraide a été le moteur de la création de ces bâtiments informels qui sont devenus de véritables lieux de vie depuis le début du mouvement : « Les gens se rencontrent. On discute et on se rend compte qu'il y a plus malheureux que nous. On devient solidaire » (« Pierrix », surnom de Pierrick, 57 ans, *Reporterre.net*, 14 janvier 2019). Les sympathisants au mouvement des Gilets jaunes des environs de Manosque s'organisent ainsi pour ravitailler les occupants des lieux, voire les héberger sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Durant les premiers mois d'occupation, chaque jour, des sympathisants du mouvement ou de simples citoyens s'arrêtent pour échanger, se renseigner, ou raconter leurs expériences sociales. De nombreuses personnes se découvrent voisins, ou ayant des avis et points de vue communs, et elles initient des relations régulières sur le rond-point qui devient un lieu de sociabilité manifeste : « Si je ne m'étais pas mobilisé, je n'aurais pas connu mes voisins » (Patrick, militaire à la retraite, *Reporterre.net*, 14 janvier 2019).

La détermination des occupants du 17 bis est portée par un constat partagé sur la situation sociale très difficile du pays et par une recherche d'une convergence des luttes. La critique de l'État (même si par ailleurs une amélioration des services publics est régulièrement demandée) et le constat d'une urgence sociale sont les deux mots d'ordre qui reviennent le plus dans les interviews des occupants du 17 bis publiés dans les médias : « Je ne veux plus voir les mamies faire les poubelles pour manger » (Antonio, 76 ans, *La Provence*, 4 janvier 2019) ; « Je touche 732 € de retraite, vous trouvez ça normal ? » (Liliane, 67 ans, *La Provence*, 4 janvier 2019) ; « Depuis le passage à l'euro, on a perdu 30 % de pouvoir d'achat. Avant, pour un pichet vendu à Moustiers le prix était de 100 francs. Puis le prix est passé 20 euros pour éviter de rendre la monnaie. Sauf que nos salaires n'ont pas changé » (Pierrix, 57 ans, *Reporterre.net*, 14 janvier 2019). Cette détermination des occupants du rond-point a fluctué au fil du mouvement et de la répression des forces de l'ordre qui ont détruit à plusieurs reprises le campement. Malgré la répression, quelques dizaines de personnes, contre plusieurs centaines au début du mouvement, étaient encore présentes les samedis 7 et 14 septembre 2019, près d'un an après le début de la mobilisation. Leur plus faible nombre semble traduire une certaine lassitude d'une partie des occupants du rond-point. Le campement n'est certes plus établi, mais un noyau dur d'« irréductibles Gaulois », organisé autour du 17 bis, continue de décliner toutes les autres formes de mobilisation qu'ils ont exercées depuis le début du mouvement : filtrage et blocage du péage voisin, manifestation, activisme sur Facebook.

L'activisme des occupants du 17 bis s'est ainsi d'abord matérialisé par l'organisation de barrages filtrants situés à toutes les entrées du rond-point, d'opérations péages gratuits – à l'entrée de l'autoroute A51, un point de circulation hautement stratégique comme l'ont également observé près de Grenoble Floris et Gwiazdzinski (2019) –, et une diffusion de l'information concernant le mouvement et ses revendications (avec l'impression de tracts, la réalisation de banderoles revendicatives, l'organisation de débats...). De manière générale, les seuls heurts constatés par la presse l'ont été contre la police, lors des opérations de destruction du campement ou des évacuations du péage voisin. La résistance et la détermination des occupants se sont matérialisées par quelques incendies d'arbres de Noël et de poubelles comme le 7 janvier 2019, des invectives et des menaces contre les policiers

qui ont abouti à l'interpellation de trois personnes et à plusieurs blessés du côté des manifestants⁸. Suite à ces interpellations, le « maire » du village a été condamné le 29 mars 2019 pour incitation aux violences à l'encontre des forces de l'ordre.

L'ensemble des présents sur le rond-point, et interviewés dans la presse, rejette pourtant la violence, même s'ils admettent pouvoir s'y résoudre ponctuellement. La relation à la violence peut ainsi fluctuer en fonction des situations, mais elle n'a jamais excédé les invectives et les paroles et ne peut en aucun cas être comparée à ce qu'on a pu observer à Paris lors des premières manifestations parisiennes. Pour illustrer cet état d'esprit, et la force de leur engagement, les occupants du 17 bis se sont ainsi concentrés sur la reconstruction systématique du campement après chaque destruction par les forces de l'ordre, comme ce fut le cas le 17 décembre 2018 : « Ah non, il y a plus rien, il reste la terre, le rond-point comme il était au départ, mais on lâche pas l'affaire, on va tout reconstruire, mais on va faire plus grand. Si vous allez sur le rond-point là, on doit être au moins deux cents sans compter ceux qui vont arriver après le boulot... »⁹ L'aménagement éphémère du rond-point s'affirme ainsi comme la traduction territoriale de la volonté et de la détermination des occupants.

CONCLUSION

Le mouvement des Gilets jaunes s'est développé en France à partir du mois d'octobre 2018. La couverture médiatique dont il a bénéficié, samedi après samedi, a pu donner l'impression à des observateurs extérieurs qu'il était mené par des agitateurs irresponsables ne déclarant pas les manifestations, et se caractérisait par une violence importante pratiquée par des casseurs politisés cherchant à faire tomber le gouvernement, voire l'État. Semaine, après semaine, la mise en avant des cortèges parisiens et plus largement des manifestations se déroulant dans les centres-villes des grandes villes de France a été justifiée par les dégradations, les saccages et les heurts observés en direct sur les chaînes d'information télévisée.

L'observation de la localisation des actions menées par les Gilets jaunes nuance sensiblement ce premier constat. Elle montre en effet le caractère hétéroclite du mouvement, et hétérogène de ses participants. Si l'on remet en perspective les faits, d'un point de vue géographique, le mouvement s'est avant tout incarné, partout en France et de manière pérenne, dans l'occu-

⁸ <https://www.ledauphine.com/haute-provence/2019/01/07/manosque-gilets-jaunes-operation-musclee-des-forces-de-l-ordre-pour-demanteler-le-rond-point>

⁹ <https://soundcloud.com/user-750099791>

pation des ronds-points où de nouvelles formes de sociabilité et de luttes sociales ont été expérimentées.

Pacifistes avant toute chose, gérées de manière horizontale, caractérisées par une solidarité sociale remarquable et une durée dans le temps inattendue pour le gouvernement, les occupations des ronds-points ont redistribué les cartes des mouvements sociaux en faisant émerger une nouvelle génération de citoyens engagés portés par des aspirations multiples, ancrés dans le quotidien, et la plupart du temps en dehors des partis politiques ou des syndicats classiques. Une grande partie du mouvement des Gilets jaunes s'est ainsi développée en dehors des lieux classiques des grandes manifestations (les centres des grandes villes), et de manière ciblée et protéiforme (occupations de ronds-points, blocages des raffineries et dépôts de carburant...), à l'instar des grands mouvements qui ont marqué l'histoire de ces cinquante dernières années (comme le Larzac dans les années 1970, ou plus récemment les ZAD Notre-Dame-des-Landes, Bure, Sivens, etc.).

La couverture télévisée du mouvement s'est en revanche concentrée sur les manifestations hypercentrales qui ont été marquées par des violences et des dégradations, en particulier à Paris, plutôt que sur la nouvelle forme de contestation sociale que constituait l'occupation des ronds-points.

Dans notre réflexion, nous avons cherché à montrer que l'occupation pacifiste des ronds-points et les défilés organisés dans le centre des grandes villes de manière hebdomadaire constituaient les deux faces, opposées dans leur organisation et moyen de lutte, d'un même mouvement social profond, encore extrêmement difficile à analyser de par la diversité de ses expressions réelles et virtuelles, de ses membres, de leur organisation et de leurs aspirations. Il convient à présent aux géographes de s'emparer de ce sujet d'étude de manière plus systématique et approfondie afin de pouvoir évaluer de manière plus précise et plus générale les dynamiques territoriales et les impacts sociaux de ces nouveaux lieux de lutte sociale.

BIBLIOGRAPHIE

AUGÉ Marc, 1992, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Le Seuil, 155 p.

BAUDRILLARD Jean et al., 1974, « Kool Killer. Les graffiti de New York ou l'insurrection par les signes », *Papers: revista de sociologia*, n° 3, p. 27-38.

BEAUGUITTE Laurent, SEVERO Marta (dir.), 2019, « Luttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales », *L'Espace Politique*, n° 37. <http://journals.openedition.org/espacepolitique/6028>

BOURMEAU Sylvain (dir.), 2019, « "Gilets jaunes". Hypothèses sur un mouvement », *AOC, Cahier n° 1*, Paris, La Découverte, 216 p.

- CONFAVREUX Joseph (dir.), 2019, *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Paris, Seuil, 219 p.
- DELPIROU Aurélien, 2018, « La couleur des Gilets jaunes », *La Vie des idées*, 23 novembre 2018. <http://www.laviedesidees.fr/La-couleur-des-gilets-jaunes.html>
- FLORIS Bernard, GWIAZDZINSKI Luc, 2019, *Sur la vague jaune. L'utopie d'un rond-point*, Élya éditions, 216 p.
- GWIAZDZINSKI Luc, 2019, « Le rond-point entre totem, media et place publique d'une France en jaune (version longue) », *Revue Multitudes*, n° 74.
- GOBILLE Boris, 2018, *Mai 68*, La Découverte, 128 p.
- JATTEAU Arthur, 2019, « Les Gilets jaunes et les sciences sociales », *Lectures*, Les notes critiques. <http://journals.openedition.org/lectures/33053>
- JEANPIERRE Laurent, 2019, *In Girum*, La Découverte, 192 p.
- KOOLHAAS Rem, BOERI Stephano, KWINTER Sanford, TAZI Nadia, OBRIST Hans Ulrich, 2000, *Mutations*, New York, Ed. Actar, 720 p.
- MANGIN David, 2004, *La ville franchisée. Formes et structures de la ville contemporaine*, Les Éditions de la Villette, 480 p.
- OLDENBURG Ray, 1989, *The great good place: cafés, coffee shops, community centers, beauty parlors, general stores, bars, hangouts, and how they get you through the day*, New York, Paragon House, 338 p.
- PAILLOUX Anne-Laure, 2015, « Zone d'aménagement différé contre "zone à défendre". Analyse d'une lutte pour l'autonomie dans/de l'espace rural », *justice spatiale | spatial justice*, n° 7. <http://www.jssj.org/article/zone-damenagement-differe-contre-zone-a-defendre-analyse-dune-lutte-pour-lautonomie-dansde-lespace-rural/>
- RIPOLL Fabrice, VESCHAMBRE Vincent, 2005, « L'appropriation de l'espace comme problématique », *Noroi*, n° 195, p. 7-15.
- RIPOLL Fabrice, 2005, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? », *Noroi*, n° 195, p. 29-42.
- RIPOLL Fabrice, 2008, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, 2008/3, n° 134, p. 83-97.
- ROZÈS Stéphane, 1999, « La grève par procuration de l'opinion à l'égard des mouvements sociaux révèle un nouveau cycle idéologique », in M. Vakaloulis (dir.), *Travail salarié et conflit social*, PUF, Paris, 254 p.
- SEBBAH Brigitte, SOUILLARD Natacha, THIONG-KAY Laurent, SMYRNAIOS Nikos, 2018, *Les Gilets jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes*, rapport de recherche préliminaire, Laboratoire d'Études et de Recherches appliquées en Sciences sociales, Axe Médias et médiations socio-numériques, Université de Toulouse, 13 p.
- SOMMIER Isabelle, 2003. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 341 p.

TARTAKOWSKY Danielle, 1998. *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 296 p.

TORGUE Henry, MOUILLON Philippe, ARNAUD Maryvonne, LAPRAZ Émilie, MOTTE Bénédicte, 2006, *Des micro-paysages ambigus : les ronds-points. Recherche exploratoire*, rapport de recherche, ministère de la Culture et de la Communication ; Direction de l'Architecture et du Patrimoine, Bureau de la recherche architecturale, urbaine et paysagère, Bureau de la Création architecturale, du paysage et du cadre de vie, CRESSON, 119 p.